



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

usine ford de Blanquefort

Question au Gouvernement n° 1786

### Texte de la question

#### USINE FORD DE BLANQUEFORT

**M. le président.** La parole est à M. Alain David.

**M. Alain David.** Monsieur le ministre de l'économie et des finances, voilà un an, dans cet hémicycle, je vous demandais de sauver l'usine Ford Blanquefort.

**Un député du groupe LR.** Raté !

**M. Alain David.** Vous me répondiez que c'était un motif d'intérêt général. Un an plus tard, aucune solution n'a été trouvée et la fermeture du site est actée. Ce sont 850 emplois qui seront supprimés. Au total plus de 2 000 emplois seraient touchés sur le territoire aquitain – sans compter l'usine Getrag, située également à Blanquefort, détenue à 50 % par Ford, dont l'activité et les salariés seraient à leur tour menacés.

Cette décision de fermeture de l'usine Ford Blanquefort est choquante et inacceptable. L'usine Ford a perçu plus de 25 millions d'euros d'aide publique en 2013. Le bénéfice net de Ford a bondi de 65 % en 2017 pour s'établir à 8 milliards de dollars : 8 milliards de dollars !

Malgré des mois de lutte sociale, c'est Ford qui triomphe. Vous allez nous répondre que vous avez obtenu de l'entreprise qu'elle verse 20 millions d'euros, mais ce n'est pas suffisant : l'urgence n'est pas seulement que Ford assume le prix de sa décision mais, aussi, que les emplois perdurent.

Ce plan social n'a aucune justification économique et les salariés l'ont bien compris. Ils vont faire ce que vous n'avez pas eu le courage de faire : le contester devant le juge administratif.

Il est temps que l'État prenne ses responsabilités dans ce dossier et intervienne directement pour sauvegarder les emplois. Il faut arrêter de parler de revitalisation : il faut plutôt parler de réindustrialisation, notamment en permettant aux collectivités locales de disposer de la maîtrise gracieuse du foncier afin de mener à bien la reconversion du site.

Allez-vous continuer à regarder passer le rouleau compresseur du capitalisme financier et des licenciements boursiers...

**M. le président.** Je vous remercie.

**M. Alain David.** ...ou allez-vous enfin prendre des mesures concrètes pour...

**M. le président.** La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

**M. Alain David.** Vous n'avez pas interrompu tout le monde !

**M. le président.** Si : lorsque le temps de parole est dépassé de huit secondes, je coupe le micro. Cela vaut pour vous comme pour les autres.

**Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.** Vous le savez, nous ne gagnons en effet pas toutes les batailles (*Exclamations et applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Éric Straumann.** Enfin quelqu'un de lucide !

**Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État.** Depuis un an que nous travaillons sur ce dossier auprès de Ford, nous en gagnons trois sur quatre. En effet, nous avons réussi à nous mettre au service des salariés, à faire en sorte que leur intérêt soit le plus possible respecté, de même que les intérêts industriels du site.

**M. Fabien Di Filippo.** Cela ne veut rien dire !

**Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État.** Ford engage 200 millions, en l'occurrence, et dans le plan social, et dans un plan de réindustrialisation...

**M. Boris Vallaud.** En tout cas, 20 millions, ce n'est rien !

**Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État.** ...car, vous l'avez dit, l'entreprise a en effet refusé l'offre de Punch, celle-là même que nous avons défendue depuis douze mois.

Ces 200 millions permettent de sécuriser l'avenir des salariés dans un contexte qui, nous le reconnaissons, n'est pas très agréable mais cela n'en est pas moins probablement protecteur pour eux.

Nous travaillons également à la réindustrialisation du site. C'est pourquoi nous avons installé un comité de réindustrialisation qui commence à se pencher sur l'ensemble des dossiers, avec l'appui de la région, avec l'appui des élus locaux, vous le savez. Une réunion se tiendra demain pour examiner des projets en matière d'hydrogène, d'aéronautique, car l'industrie a aussi vocation à se transformer, à se réinventer.

Je ferai un pas-de-côté en rappelant que, dans notre pays, l'industrie crée plus d'emplois qu'elle n'en détruit, qu'un plus grand nombre de sites se crée qu'il n'en disparaît. C'est ce vers quoi il faut tendre à Blanquefort, où le taux de chômage est plutôt moins élevé que dans le reste de notre pays, ce qui est une très bonne nouvelle. Nous sommes complètement engagés dans ce processus de réindustrialisation.

Je préfère perdre des batailles et gagner la guerre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

**M. Fabien Di Filippo.** Dites cela aux salariés !

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain David](#)

**Circonscription :** Gironde (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialistes et apparentés

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1786

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

**Ministère attributaire :** Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [21 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 mars 2019](#)